

Alain Mourgue

LA GUERRE D'ALGERIE 1954-1962

Copyright©2005 Alain Mourgue

Le conflit s'ouvre à la Toussaint 1954. Il s'intègre dans un processus beaucoup plus vaste de décolonisation après la seconde guerre mondiale qui se solde par l'affaiblissement des puissances coloniales et notamment la France qui vient d'être vaincue par le Viet-Minh à Dien Bien Phu en mai 1954.

La France considère l'Algérie comme une partie d'elle-même tout en refusant l'égalité des droits politiques et sociaux à la majorité musulmane. Elle crée de ce fait une impasse politique qui débouche sur la lutte armée.

En outre le traumatisme de la répression des émeutes de Sétif en 1945 pèse lourd dans la perception que beaucoup d'Algériens ont de la métropole.

Le 1^{er} novembre 1954 une série d'attentats (une trentaine contre des objectifs militaires et de police) sur l'ensemble du territoire algérien fonctionne comme un signal d'alarme en montrant aux autorités l'existence d'une structure capable d'organiser et de réaliser des actions violentes.

Les autorités françaises ne croient pas à un mouvement subversif interne et accusent par presse interposée la Ligue Arabe et le mouvement nationaliste (PPA-MTLD) de Messali Hadj.

Quelques renforts sont envoyés en Algérie pour le maintien de l'ordre.

Personne n'a encore entendu parler des six membres qui pilotent de l'intérieur les attentats de la Toussaint revendiqués par une organisation intitulée Front de Libération Nationale (FLN): Larbi Ben M'Hidi, Didouche Mourad, Rabah Bitat, Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd. Ils sont tous issus de familles de notables déclassées socialement par le colonisateur.

Le FLN est représenté à l'extérieur par Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella et Mohamed Khider. Tous ces hommes sont issus du PPA-MTLD dont ils se sont séparés en critiquant vigoureusement l'immobilisme de son chef. Ils sont partisans d'une action radicale pour lutter contre le système colonial en Algérie. Ils vont assez rapidement se heurter durement aux partisans de Messali Hadj qui fonde en décembre 1954 le MNA (Mouvement National Algérien).

Côté français, la position politique repose sur deux volets : Répression et réformes.

Répression car nul ne songe à « lâcher » l'Algérie qui est intégrée administrativement à la métropole, avec toutefois un régime juridique bien différent. En outre l'armée vit très mal la défaite de Dien Bien Phu en Indochine en cette même année 1954 et qui a été présentée dans certains milieux comme le résultat de la trahison de Pierre Mendès France.

Réformes, car le gouvernement a conscience que le maintien de l'Algérie dans la France passe par de profondes transformations afin de permettre la promotion d'un plus grand nombre de musulmans et la recherche d'une plus grande équité sociale.

L'année 1955 connaît un renforcement de l'effort militaire répressif et le lancement d'une série de réformes (école d'Administration, réduction de l'écart des salaires...).

Très vite la répression prend le pas sur la réforme. Le 31 mars 1955, l'Assemblée Nationale vote l'état d'urgence qui renforce le pouvoir militaire

dans les Aurès. On assiste aux premiers regroupements forcés de population et à l'ouverture de « camps d'hébergement ».

Les émeutes sanglantes du 20 août entraînent une violente répression. L'armée prend progressivement le pas sur les forces de police. On entre dans une véritable guerre qui ne dit pas son nom. Le gouvernement s'empresse de se donner les mains libres en Algérie en se déchargeant politiquement du fardeau marocain et tunisien. Le Maroc est indépendant en novembre et la Tunisie en mars 1956.

Le 12 mars 1956, l'Assemblée Nationale vote les pouvoirs spéciaux en Algérie, ce qui a pour effet de suspendre la plupart des libertés individuelles. Le Parti Communiste Français approuve. Ce vote marque une étape décisive. D'une « drôle de guerre » on passe à la guerre totale. Les premiers attentats du FLN touchent Alger. Le « bled » est progressivement infiltré par les maquis. Le 18 mai 1956, l'embuscade de Palestro coûte la vie à une vingtaine de jeunes rappelés et frappe l'opinion publique. Il apparaît nécessaire de réorganiser l'armée afin de la rendre moins vulnérable.

La SFIO tente des contacts secrets avec le FLN à Belgrade mais le détournement de l'avion marocain transportant Ben Bella ruine ces discussions. En outre, les 5 et 6 novembre les troupes franco-anglaises interviennent à Suez. C'est l'affrontement direct avec Nasser. Les USA et l'URSS font capoter l'expédition. La question algérienne est inscrite à l'ordre du jour de l'ONU le 15 novembre.

C'est à cette même date que Guy Mollet installe Raoul Salan comme commandant en chef de l'armée en Algérie. C'est un ancien d'Indochine et spécialiste de la guerre subversive. La France est en train de perdre du terrain au plan politique international et tente de se donner les moyens de régler militairement le conflit.

L'assassinat d'Amédée Froger, président de l'inter-fédération des maires d'Algérie et porte-parole des petits colons est le détonateur d'une étape supplémentaire dans la violence. La « bataille d'Alger » s'engage. Une série d'attentats meurtriers et l'ordre de grève générale lancé par le FLN incitent les Français à « nettoyer » Alger. Les paras sont dans la ville depuis le 7 janvier 1957. Dirigés par le général Massu, ils engagent la bataille à coup d'arrestations et d'exécutions massives. La torture est largement utilisée. Larbi Ben M'Hidi est torturé puis assassiné. On parlera d'abord de « suicide ». De nombreux européens soupçonnés d'être favorables au FLN sont également arrêtés, torturés et exécutés (cf. « La question » de Henry Alleg). La victoire militaire est incontestable. Les structures FLN sont détruites mais c'est une grave défaite morale dont la France ne parvient toujours pas à se remettre totalement (cf. débat sur la torture, les viols...). Les libertés sont bafouées : Censure de la presse, assignations à résidence sans jugement, condamnations à morts... La France ne parvient pas à lutter sans remettre en cause ses valeurs républicaines. L'armée est engagée dans un rôle de police et de répression.

La bataille d'Alger n'empêche pas l'ALN (Armée de Libération Nationale) de renforcer ses moyens dans le bled. Des accrochages très durs ont lieu comme

celui qui oppose la wilaya IV conduite par Azzedine aux paras de Bigeard en mai 1957.

La radicalisation de la lutte engage la IVème République dans une crise qui la conduit vers son effondrement un an plus tard. La gauche républicaine critique les excès de l'armée en dénonçant la violence faite contre les individus mais tout en étant incapable de sortir du schéma universaliste de 1789 pour les uns et de 1917 pour les autres. Le caractère nationaliste du soulèvement algérien est perçu comme politiquement dépassé voire réactionnaire du fait de l'influence de l'islam. Cela ne permet pas à la majorité de la gauche socialiste et communiste de voir une autre issue que la promotion des droits individuels des Musulmans dans le cadre de la République Française. Seule une minorité souvent conduite par des intellectuels s'engage aux côtés du FLN (réseau Janson par exemple).

L'armée dirige les opérations sur le terrain. Les politiques ne font que l'accompagner. La loi-cadre sur l'Algérie est votée en novembre 1957 mais son application est reportée à la fin de la guerre.

Parallèlement à leur lutte contre la France coloniale, les résistants algériens se déchirent entre deux grandes tendances : FLN et MNA. Entre 1955 et 1962 les commandos de choc des deux mouvements se livrent à un affrontement brutal et meurtrier sur le territoire algérien et en métropole. Des massacres de population poussent certains combattants à s'allier avec les Français contre leurs adversaires Algériens (C'est le cas de Bellounis par exemple). Au total cette guerre fratricide fera plus de 10 000 morts et 23 000 blessés. Le FLN sort vainqueur de la lutte mais les cadres combattants tués dans les deux camps manqueront à l'Algérie indépendante en 62.

En fait, le FLN a marqué un point politique décisif à l'occasion du congrès de la Soummam le 20 août 1956.

Le mouvement parvient à s'adjoindre les représentants du monde religieux puis du parti communiste algérien. Ce congrès marque d'une part la prééminence du FLN dans la lutte anti-coloniale et d'autre part la prééminence du politique sur le militaire c'est à dire de la structure politique du FLN sur l'ALN. Une plate-forme politique est élaborée, l'ALN est organisée comme une armée régulière, le territoire est divisé administrativement en 6 wilayas plus la zone autonome d'Alger.

L'ALN compte en 1957 60 000 hommes. Ses unités de combats sont les katibas qui doivent s'assumer elles-mêmes dans une guerre de maquis extrêmement meurtrière. Elle reçoit ses armes depuis la Tunisie principalement. Le barrage électrifié de la ligne Morrice édifié en 1957 met fin à cet approvisionnement et a pour effet un quasi-effondrement de l'ALN de l'intérieur au profit d'une armée des frontières intacte qui prend le dessus sur les politiques après l'assassinat d'Abbane Ramdane organisateur du congrès de la Soummam. Le Colonel Boumediene commence à forger l'outil de son futur pouvoir.

Outre l'ALN dans les maquis, le FLN ouvre un second front, celui de l'immigration, qui va fournir surtout un gros effort de logistique (argent, caches...).

La guerre n'est pas seulement militaire. Elle est également idéologique et politique. Le FLN veut concilier idéologie socialiste et tradition musulmane afin d'édifier une identité unitaire du peuple algérien. Au plan politique international, il tente et réussit la reconnaissance internationale de la légitimité de sa lutte. La Ligue Arabe est un vecteur déterminant à une époque de la montée en puissance des pays du tiers-monde (congrès des non alignés de Bandoeng) et de la rivalité Est-Ouest. Le FLN installe des missions dans plusieurs pays y compris en Europe de l'Ouest et aux USA. La France est mise en accusation devant l'ONU.

De nombreux pays aident la résistance en lui fournissant des armes.

En janvier 1958 l'aviation française bombarde Sakiet-Sidi-Youssef en Tunisie en représailles à un attentat qui a coûté la vie à 4 soldats près de la frontière. L'image internationale de la France est brouillée. Alors que l'armée est en train de vaincre militairement l'ALN de l'intérieur, la France est en passe de perdre la bataille politique à la fois à l'intérieur et à l'extérieur.

La IVème République est à bout de souffle. Le 26 avril 1958, des milliers de manifestants défilent à Alger pour réclamer un gouvernement de Salut Public. Dans le même temps le FLN annonce l'exécution de trois prisonniers français. Un comité de Salut Public est créé à Alger. Il s'installe dans une situation insurrectionnelle couverte par l'armée qui demeure la seule structure constituée solide. Le 13 mai, le général Salan fait applaudir par la foule le nom du général de Gaulle (dans des conditions discutées).

Les jours de la IVème République sont comptés. Le général de Gaulle est rappelé aux affaires. Il est nommé président du conseil durant quelques mois. René Coty lui cède le fauteuil présidentiel. Le premier souci de de Gaulle est de restaurer l'autorité de l'Etat. La communauté européenne d'Algérie et l'armée pensent (?) qu'il est en mesure de gagner l'ultime bataille qui ancrera l'Algérie à la France et l'opinion publique métropolitaine estime qu'il est le seul à pouvoir rétablir l'ordre et mettre fin à la guerre. Dès le départ il y a ambiguïté sur la volonté du Général. En fait, très vite, de Gaulle songe à une solution politique permettant à l'Algérie de rester associée à la France dans une sorte de structure fédérale. L'intégration pure et simple lui paraît impossible. Le FLN qui a créé le GPRA, structure gouvernementale provisoire, rejette toute idée d'association et les Pieds-Noirs affichent leur méfiance quant aux intentions de de Gaulle. Le 16 septembre 1959, le Général exprime clairement sa volonté de consulter les Algériens sur la manière dont ils veulent gérer leur avenir. Cette orientation durcit les positions respectives. Le FLN veut l'indépendance avant toute idée de négociation de paix. L'armée par la voix du général Challe parle de « pacification totale » et commence à se raidir. Le parti au pouvoir, l'UNR, se divise entre partisans de l'Algérie française et partisans de l'autodétermination.

Pendant ce temps, les commandos de chasse de Challe brisent les katibas de l'ALN. L'armée compte 500 000 hommes sur le terrain. Plus de 2 millions d'Algériens sont déplacés. L'année 1959 est une année de guerre. Face aux succès militaires les perspectives d'autodétermination deviennent intolérables

pour certains. L'armée ne comprend plus la politique de de Gaulle. Une guerre franco-française va se déclencher.

Le 24 janvier 1960, un grand nombre de manifestants européens se heurtent aux gendarmes. La semaine des barricades commence. Pierre Lagayette et Jo Ortiz dirigent les émeutiers. Au terme d'une semaine, le pouvoir tient bon. Les émeutiers cèdent. Ortiz s'enfuit en Espagne. Lagayette est arrêté. Début février, le gouvernement reçoit les pouvoirs spéciaux pour maintenir l'ordre. Plusieurs responsables militaires et politiques sont mutés. Le pouvoir se prépare à un affrontement franco-français dans la perspective de l'inévitable autodétermination.

Des contacts secrets sont établis avec des représentants du MNA. L'armée pense avoir gagné la guerre. L'Oranie est pacifiée.

Le 8 janvier 1961, le référendum sur l'autodétermination donne un « OUI » massif. En février, de Gaulle rencontre Bourguiba à Rambouillet. Des négociations officielles s'ouvrent entre la France et le GPRA à Evian le 7 avril 1961.

C'est à ce moment que le général Salan tente une contre-révolution afin de maintenir l'Algérie française. L'Organisation Armée Secrète (OAS) est créée. Le vendredi 21 avril 1961, les généraux Salan, Challe, Jouhaud et Zeller appuyés par le 1^{er} régiment étranger parachutiste (REP) s'engagent dans une tentative de coup de force contre la République. C'est le putsch d'Alger. La foule acclame ceux que de Gaulle traite de « quarteron de généraux à la retraite ». En vertu de l'article 16 de la Constitution, de Gaulle prend les pleins pouvoirs et prononce un discours qui a un effet puissant sur la troupe qui, en majorité, n'a pas bougé. Le 25 avril, le putsch a perdu la partie. Salan et Jouhaud entrent en clandestinité. C'est désormais l'OAS qui prend la relève.

L'OAS se structure comme une organisation politico-militaire comprenant un organe dirigeant, le comité directeur. Salan prend le commandement de l'organisation qui s'engage très vite dans la politique du pire en multipliant attentats et assassinats. Les « commandos Delta » (D comme Degueldre, leur chef) commettent de très nombreuses actions terroristes en métropole. En octobre 1961, Salan annonce disposer d'une armée de 100 000 hommes bien armés et disciplinés.

L'OAS se heurte à la fois au FLN et aux services spéciaux du pouvoir (les barbouzes).

Les six premiers mois de 1962 sont terribles. L'OAS se livre à la politique de la terre brûlée afin de ne rien laisser en état au FLN. Oran connaît les pires massacres de la guerre.

Dès lors toute présence française devient impossible. Les Pieds-Noirs quittent l'Algérie en masse. En quelques semaines la communauté européenne quitte le pays tournant la page d'une présence de 130 ans.

Cependant le 2 octobre 1961, le général de Gaulle annonce « l'institution de l'Etat algérien souverain et indépendant par la voie de l'autodétermination ». La France espère toujours un règlement particulier pour le Sahara riche en

hydrocarbures et siège des premières expériences atomiques et spatiales. Les représentants Algériens ne veulent pas entendre parler d'une distinction entre Algérie et territoires du sud.

L'année 1962 voit la fin d'un long conflit au cours duquel l'opinion française métropolitaine a marqué sa volonté de profiter du développement économique prodigieux plutôt que de s'engager dans une guerre coloniale qui ne la concernait qu'autant que le contingent y était présent. En fait, l'opinion métropolitaine s'est désintéressée du sort des Pieds-Noirs qu'elle ne connaissait pas et des Musulmans dont elle a admis que tardivement la légitimité d'une revendication nationale. La France coloniale n'existait plus et c'est ce que de Gaulle a traduit dans sa politique algérienne d'abord en passant par un projet d'association puis en aboutissant à l'autodétermination. Il était intéressé par la France, pas par l'Algérie.

Les accords d'Evian sont signés et le cessez-le-feu déclaré le 19 mars 1962.

L'Algérie devient effectivement indépendante le 5 juillet 1962.

Les Musulmans ayant servis en forces supplétives des Français sont désarmés et abandonnés en Algérie. Un grand nombre d'entre eux sont assassinés dans des conditions épouvantables.

Ce très long conflit provoque tout d'abord une véritable amnésie couronnée par l'amnistie de 1968. Ce n'est que très lentement et très tardivement que la mémoire va revenir. La notion même de guerre n'a pas été acceptée facilement. Pendant de longues années il a été question « d'opérations de police ». C'est sous la pression des anciens combattants d'AFN que le terme de guerre est finalement accepté par le gouvernement français.

Plus de quarante ans après, la société française reste confrontée aux problèmes de la torture, des viols, du massacre des harkis abandonnés, de la manifestation réprimée par le préfet Papon en mars 62, du sens de la date du 19 mars 1962 (paix ou trahison ?), des objecteurs de conscience, des réseaux français d'aide au FLN, de l'interminable indemnisation des Pieds-Noirs, du sort des enfants de harkis installés en France, du sort des cimetières européens en Algérie. Le problème des victimes algériennes de la répression est à peine abordé.